

ISSUE BRIEF

JUIN 2022

Comment continuer de travailler avec la Chine ?

Compte rendu par l'Ambassadeur Philippe COSTE

Comment continuer de travailler avec la Chine ? C'est la question que s'est posée un groupe de réflexion réuni par The Bridge Tank le 3 juin 2022. A vrai dire, sur le principe, travailler avec la Chine n'est pas une option mais une fatalité. La Chine est évidemment incontournable. Mais sur la manière de le faire, force est de constater que la tâche est devenue ces dernières années beaucoup plus difficile qu'auparavant : le pays s'est spectaculairement coupé du monde extérieur et a tendance à se replier sur ses immenses besoins domestiques ; d'inévitables débats intérieurs, qu'on devine particulièrement aiguisés, sont entourés d'une grande opacité ; et dans cette atmosphère tendue, les réactions occidentales pourraient encore envenimer dangereusement les choses. C'est sur ce diagnostic désenchanté que se sont accordés les participants. Raison de plus pour qu'une position européenne, forte et persévérante, s'affine.

POINTS CLÉS

- Le repli sur soi de la Chine et ses difficultés de communication avec le monde extérieur prédatent la pandémie de COVID-19. La Chine fait face à de nombreuses transformations internes : réorientation de l'économie, défis énergétiques, techniques et infrastructurels.
- Deux sujets dominant aujourd'hui : la COVID-19 et l'Ukraine, qui représentent des dilemmes de taille pour le régime de Pékin.
 - La COVID-19 : dilemme entre politique « 0-Covid » et protection de l'économie
 - L'Ukraine : droit international et non-ingérence face à la volonté de soutenir le partenaire russe dans son entreprise partagée visant à faire refluer l'influence américaine dans le monde.
- Quelles conséquences pour Taiwan ? La position de la Chine à l'égard de Taiwan pourrait bien dépendre de l'évolution de la position européenne sur la question, si celle-ci venait à donner consistance à l'idée d'une Taiwan indépendante.

Rédacteur:

Ambassadeur Philippe COSTE

Board Member, The Bridge Tank

Ancien Ambassadeur de France au Cambodge et en Egypte, ancien Directeur Europe au Quai d'Orsay

Lors de l'apparition, à Wuhan, de la pandémie de Covid 19, la Chine avait choisi d'imposer des mesures radicales de confinement de façon à couper court à tout risque de diffusion du virus. A l'heure du variant Omicron, la ligne n'a pas changé. En avril-mai 2022, elle a abouti à mettre sous cloche plus ou moins hermétiquement 345 millions de Chinois dans une cinquantaine de villes du pays. Dans le prolongement de cette logique, les relations entre la République populaire et le reste de la planète n'ont cessé de se distendre. Les voyages dans les deux sens sont devenus de plus en plus rares. Les expatriés rentrent chez eux : leur nombre a été divisé par quatre en deux ans.

Or, la population s'était vite habituée à user de la liberté d'aller et venir. Avec l'étranger, les contacts personnels étaient devenus naturels et incessants. Les voyages touristiques et d'affaires avaient explosé. Pour les jeunes, la perspective d'études et de séjour dans des universités étrangères offrait des possibilités d'ouverture convoitées. Cet élargissement des libertés, joint au spectaculaire développement économique qui permettait à beaucoup d'en profiter concrètement, comptait pour une large part dans la popularité du régime : c'était l'action du Parti Communiste, convenait-on, qui avait rendu possible tous ces progrès. Aujourd'hui, l'ensemble de ce raisonnement s'inverse, du début à la fin : avec les restrictions qui s'appesantissent, le mécontentement est devenu très profond ; l'idée que les Chinois se faisaient de leur pays, l'optimisme, la confiance dans l'avenir dont elle était porteuse, tout cela est remis en cause.

Bien sûr, le doute, l'inquiétude, voire le pessimisme, qui caractérisent désormais l'opinion ne sont pas uniformément répandus. C'est sans doute à Shanghai, brutalement confinée pendant plus de deux mois, que se situe le pic de mécontentement. Ailleurs, on n'est peut-être pas fâché que la fière mégapole se soit fait rabattre le caquet. Mais

néanmoins, même à des degrés divers, l'altération de l'atmosphère est générale.

Plus largement, les difficultés de communication avec le monde extérieur ont aussi une dimension qualitative. Dans un passé déjà ancien, lorsqu'il n'était pas encore question de Covid-19, en fait jusqu'aux débuts de l'ère Xi Jinping, la parole était facile. Les Chinois s'abandonnaient sans façons aux confidences avec des interlocuteurs étrangers. On disait les choses telles qu'elles étaient. Depuis quelques temps, la communication est devenue nettement plus gardée. Au total donc, non seulement les occasions de se parler se sont beaucoup raréfiées mais en plus, on se confie beaucoup moins volontiers.

Cette tendance au repli sur soi coïncide – est-ce un hasard ? - avec la réorientation de l'économie. L'image traditionnelle de la Chine, « atelier du monde », ne traduit plus la réalité. La politique du zéro-Covid en particulier a beaucoup contribué aussi à dérégler les engrenages des chaînes de valeur. Aujourd'hui, la Chine est devenue un risque. Aussi bien a-t-elle atteint un pic de sous-traitance en 2018-2019. Depuis lors, les entreprises réduisent leur dépendance : au début ce sont les textiles qui ont émigré vers le Bangladesh ou l'Ethiopie, maintenant le mouvement s'étend aux technologies.

Certains responsables chinois considèrent que c'est une évolution normale, voire avantageuse : ils y voient le glissement classique du premier vers le deuxième et bientôt le troisième secteur de Colin Clark, cohérent avec la qualité croissante de l'éducation et de la formation professionnelle des jeunes ainsi qu'avec l'objectif de donner plus de place à la satisfaction de la demande interne. D'autres mettent en garde contre le risque de désindustrialisation. Quoi qu'il en soit, le recentrage sur le marché intérieur est une opération complexe qui ne pourra se réaliser que très

progressivement, sur une, voire plusieurs décennies.

En vérité, la Chine se trouve aujourd'hui en présence de défis proprement colossaux . Pour prendre l'exemple de l'assainissement, on sait que la qualité de l'eau en Chine – fleuves et rivières, lacs, nappes phréatiques... - est désastreuse. Pour y remédier, il est indispensable d'équiper l'ensemble du pays d'une infrastructure complète qui permette non seulement de traiter au jour le jour les eaux usées d'une population d'1,4 milliards d'habitants mais aussi de rétablir la situation des cours d'eaux empoisonnés de longue date. A cela s'ajoute que toute l'infrastructure qui a été établie depuis les années 1980 n'a pas le niveau de qualité qui apparaît aujourd'hui indispensable. C'est donc la totalité de l'opération qu'il faut reprendre à zéro, avec tous les problèmes à régler pour y parvenir : problèmes techniques, problèmes financiers et aussi problèmes politiques, liés à la répartition des rôles entre l'État et les collectivités territoriales .

On pourrait faire le même genre d'observations à propos du charbon. Actuellement, la Chine en est le premier utilisateur mondial ; sa consommation frise les 4 milliards de tonnes et le secteur emploie 30 millions de salariés. Or la République populaire sait parfaitement que pour atteindre l'objectif qu'elle s'est donné de neutralité carbone en 2060, elle doit réduire drastiquement son addiction au charbon. Ici aussi, la tâche est titanesque. Le défi n'est pas seulement technique, économique et financier, il est aussi social et suppose de maîtriser d'une main de fer le rapport de forces entre Pékin et les provinces productrices. Tout cela pour dire que les années, voire les décennies qui viennent vont devoir être marquées par des transformations d'une ampleur tout à fait comparables à celles que le pays a connues depuis les réformes de Deng, la croissance tirée par les exportations en moins.

Toutes ces questions, qu'elles relèvent de la stratégie à long terme du pays ou de son positionnement tactique au jour le jour, ne manquent pas de susciter des débats de toutes sortes dans la société chinoise en général. Mais on peut bien se douter que c'est le cas aussi au sein même du PCC et de ses instances dirigeantes, avec les enjeux de pouvoir auxquels ils sont inévitablement attachés.

Dans l'immédiat, deux sujets dominent l'actualité : la Covid et l'Ukraine. Le premier pose un problème de hiérarchie entre des préoccupations contradictoires. A quoi donner la priorité ? Se protéger du risque de saturation des hôpitaux et de mortalité massive, sans parler du risque sur l'autorité de Xi qui s'est personnellement engagé sur la ligne « 0-Covid » ? Ou faut-il plutôt sauvegarder l'économie en lui évitant la désorganisation des échanges et le ralentissement, voire l'effondrement, de la croissance ? On le sait, les considérations sanitaires l'ont emporté, mais non sans laisser de traces, sans doute durables. Sur l'Ukraine, même genre de dilemme : on avait d'un côté le droit international, le dogme de la non-ingérence, le respect des principes humanitaires et de l'autre l'importance de soutenir le partenaire russe dans son entreprise largement partagée visant à faire refluer l'influence américaine dans le monde. Le choix de Xi en faveur de la deuxième option en dit long sur ce que la Chine est prête à sacrifier pour encourager le recul des Etats-Unis...

Toujours est-il que ces deux sujets sont particulièrement clivants. Au sein de la société, et sous réserve de nuances de toutes sortes, notamment régionales, ils ont tendance à opposer les générations. Les jeunes, ceux qui sont nés avec le boom économique et n'ont pas connu la période antérieure, sont plus optimistes, plus positifs, plus fiers de leur pays mais aussi moins enclins à accepter les retours en arrière, les limitations apportées aux libertés. Les vieux, ceux qui se souviennent de Mao et de la révolution culturelle, ont plus de sensibilité politique, sont plus relativistes, ont une conscience aiguë de

ce que les miracles peuvent très bien ne pas durer. Au sein du parti et de ses instances dirigeantes, on ne sait pas grand-chose des oppositions plus que probables à la ligne de Xi Jinping sur la Covid et sur l'Ukraine. On en est réduit à des spéculations. On se demande ce que signifient les silences prolongés du Grand Chef depuis deux ans ou telle disposition des sièges lors de la rencontre UE-Chine du 22 avril 2022. A Washington, il se dit que Xi est de plus en plus isolé. C'est bien possible mais on n'en sait rien.

En tout cas, il faut absolument se garder de tirer les moustaches du dragon. La volonté de contenir la Chine étant un des rares sujets de consensus bipartisan à Washington, Joe Biden peut être tenté de répliquer du tac au tac à toute avancée qu'elle réalise en Mer de Chine ou ailleurs. Mais autre chose est de jouer avec la ligne fixée depuis Nixon selon laquelle il n'existe qu'une seule Chine et de donner de la consistance à l'idée d'une Taïwan indépendante.

Aujourd'hui, entre les lapsus (étudiés ?) de Biden et les annonces du gouvernement japonais, on voit même le Parlement européen, le gouvernement lituanien ou la municipalité de Prague rivaliser de signaux tendant à donner une telle consistance à cette idée.

Pour Pékin, l'unité de l'Empire du Milieu est un objectif constitutif du régime. Il est dangereux de paraître le relativiser, en tout cas Pékin trouve là un ressort utile pour sa diplomatie de « loups combattants ».

Dans ce contexte, que pourrait bien changer la guerre d'Ukraine ? Inciter la Chine à l'attentisme sur Taïwan ou, au contraire, l'encourager à sauter le pas ? Pour les tenants de la prudence, ce qui s'est passé ces cent derniers jours en Ukraine nous rappelle que la conduite de toute guerre est une aventure riche de surprises en tout genre. Au surplus, si l'Armée Populaire de Libération s'est beaucoup modernisée depuis dix ans, elle souffre d'une lacune irratrapable par

rapport à l'armée américaine : le manque d'expérience et le défaut d'entraînement. Aucune simulation par ordinateur ne remplacera jamais le vécu. Or, la seule vraie guerre qu'elle ait menée depuis très longtemps est celle de 1979 contre le Vietnam : elle s'est soldée par un fiasco. D'ailleurs, l'idéal de la stratégie chinoise depuis Sun Tzu consiste précisément à gagner la guerre en évitant de la faire. Autant d'arguments donc qui vont dans le sens de la retenue. De toutes façons, la guerre d'Ukraine a de bonnes chances de s'éterniser. Les belligérants directs ou indirects, Ukrainiens, Russes, Européens ne vont pas manquer de s'affaiblir de plus en plus. Les Américains eux-mêmes sont amenés à disperser leur attention et leurs moyens financiers. La Chine n'a donc rien à perdre à laisser les choses en l'état, au contraire : par rapport à tous les protagonistes, sa position relative ne peut que s'améliorer.

D'autres font valoir que la comparaison entre l'Ukraine et Taïwan est tout à fait spécieuse. En réalité la situation est inverse au regard du droit positif. L'Ukraine est un Etat souverain, reconnu par la communauté internationale, y compris la Russie ; Taïwan est partie intégrante de la Chine, qualité qui, elle non plus, n'est pas discutée par la communauté internationale . Quant à l'influence de l'agression russe sur l'attitude de la Chine à l'égard de Taïwan, elle pourrait bien dépendre de l'Europe. Si l'Europe maintient un positionnement bien distinct de celui des Etats-Unis, la Chine inclinera vers la retenue. Mais si l'Europe aligne ses positions sur celles de Washington, la Chine sera tentée de sauter le pas.

C'est dire que travailler avec la Chine va demander maintenant plus de détermination, plus d'ingéniosité et de capacité d'adaptation. Mais tout cela sans oublier qu'après l'hiver vient le printemps...